

GUERRE D'INFOS - Le difficile travail des journalistes au Mali

samedi 26 janvier 2013, par [Big Browser](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2013).

Comment parler de la guerre au Mali quand la moindre (et rare) information est invérifiable ? Que montrer d'un conflit où photographes et équipes de télévision n'ont pas accès au front et où les seules images disponibles sont occasionnellement délivrées par l'armée ? L'exemple de la vidéo de la frappe aérienne française fournie vendredi 25 janvier par l'Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (Ecpad) est en ce sens frappant : elle montre des tirs d'hélicoptères, sans que l'on connaisse ni la cible, ni le lieu, ni la date de l'opération.

Dans un article publié le 24 janvier, *Télérama* tente d'apporter plusieurs réponses aux questions que pose la couverture médiatique de la guerre au Mali.

Pourquoi n'y a-t-il pas d'images ? Tous les médias l'ont constaté depuis le début de l'intervention, le 10 janvier : la « Grande Muette » qu'est l'armée française porte toujours aussi bien son nom en période de conflit. Les informations sont distillées au compte-gouttes. « *L'armée française a dépêché des officiers de presse sur place, mais ils sont injoignables*, peste Sylvain Lequesne, grand reporter à France 3, interrogé par *Télérama*. *Ils nous disent que ne pas communiquer c'est déjà communiquer !* » « *Les autorités françaises ont peur que nos informations servent à l'ennemi*, explique Pierre Grange, grand reporter sur TF1. *On nous refile donc très peu de tuyaux.* »

Devant ce mur, nombre d'envoyés spéciaux ont tenté de rejoindre la zone de conflit. En vain. « L'armée malienne bloque toutes les routes qui partent vers le Nord, affirme Lucas Menget, rédacteur en chef d'I>Télé. *On essaye de ruser mais c'est très compliqué. C'est un peu le jeu du chat et de la souris.* » D'autant plus que les autorités craignent qu'un journaliste français soit pris en otage par des combattants islamistes.

Etre ou ne pas être « embedded » (embarqué avec l'armée) ? Alors, à défaut, certains médias (à tour de rôle) sont accueillis par l'armée sur un lieu donné et pour un temps donné, pour « *un résultat bien décevant* », note *Télérama*. Car il ne s'agit que d'images de préparation des soldats ou de transferts de troupes - loin de la zone des combats. D'autres journalistes refusent d'être « embeddés ». « *Ce n'est pas un passage obligé* », confie ainsi Jean-Philippe Balasse, directeur de la rédaction d'Europe 1.

Comment couvrir un conflit quand son pays est une des parties prenantes ? Le risque de partialité est important quand la France est directement engagée dans les combats. Les présentateurs de BFM TV utilisent régulièrement l'expression « *nos soldats* » pour désigner les troupes engagées, ce qui pose question. *Télérama* donne également l'exemple d'un journaliste d'I>Télé qui, sur le plateau, a utilisé un discours proche de celui de l'armée : « *Ça se passe plutôt pas mal. Parce qu'on frappe vite et qu'on frappe fort.* »

